

Opération Villages Roumains

M. MAGNIN, Conseiller Municipal, Rapporteur : En Roumanie, un plan de «systématisation» et de «rationalisation» est mis en place par le Président CEAUCESCU. Il a conduit à la destruction de la majeure partie du centre historique de la capitale Bucarest ; il consiste maintenant à déplacer environ 10 millions de personnes, après avoir détruit et rayé de la carte 8 000 villages, sur les 13 000 que compte actuellement le pays.

Ces derniers mois, 10 villages ont déjà été supprimés, les habitants sont déplacés vers de vastes ensembles «agro-alimentaires», vraies villes de 20 000 habitants où la vie sociale ancestrale, les habitants, les rythmes de vie seront complètement et définitivement anéantis.

L'Association «Opération Villages Roumains» a pour but de faire adopter les 8 000 villages roumains par 8 000 communes européennes. L'initiative est née en Belgique ; Français et Suisses ont suivi immédiatement, Italiens, Espagnols et Allemands envisagent de suivre également.

2 100 villages doivent être adoptés par la France ; une trentaine l'est déjà et 200 localités se sont déclarées intéressées. En Franche-Comté, plusieurs initiatives ont déjà été prises en ce sens.

La 5^{ème} Commission propose au Conseil Municipal d'adhérer à l'opération ; cette initiative, si elle était approuvée, se traduirait de la manière suivante :

- un village roumain, dont le nom sera communiqué par l'association, deviendra «adopté» par Besançon,
- le nom du village adopté sera transmis au Président CEAUCESCU et à l'Ambassadeur de Roumanie en France,
- des panneaux d'information sur cette démarche seront mis en place aux entrées de ville,
- les Bisontins seront informés et invités à prendre part à l'opération, de même que les associations de la Ville,
- envois massifs de courriers-pétitions, réunions publiques, etc. : toutes formes d'actions pouvant être adoptées,
- information de l'Association des Jumelages et des villes jumelées à Besançon.

En cas d'accord, la Commission propose aussi de désigner M. FERRÉOL, Conseiller Municipal, pour assurer la coordination de ces initiatives. De plus, un courrier pourrait être adressé aux communes de l'agglomération, pour les informer de cette opération.

Le Conseil Municipal est invité à se prononcer.

M. MAGNIN : Je pense que vous connaissez ce problème de la Roumanie qui est une mauvaise répétition de ce qui s'est passé au Cambodge il y a quelques années avec une déportation dramatique de villageois, de villages roumains dans des villes reconstruites, avec naturellement tout ce que l'on peut imaginer en terme de destruction du patrimoine culturel et historique de ce pays.

Mme DUVERGET : Je voulais intervenir à propos de la Roumanie pour dire que conformément à la position prise par leurs représentants lors de la tenue de la Commission des Affaires Extérieures le 22 avril dernier, les membres du groupe «Une Ambition pour Besançon» souhaitent que la Ville de Besançon réponde favorablement à la proposition de l'Association Opération Villages Roumains et adopte de façon symbolique un village voué à la destruction.

Le groupe «Une Ambition pour Besançon» souligne que cette initiative destinée à faire pression sur le Gouvernement Roumain doit être assortie d'un appel lancé à la population bisontine pour que des relais soient trouvés en Roumanie. En outre, il importe que s'établisse une réflexion sur les moyens à mettre en œuvre pour que l'opinion publique roumaine ait connaissance de ce vaste élan de solidarité européen en sa faveur. Le groupe «Une Ambition pour Besançon» suggère d'associer à cette action les organisations de radio amateur qui, à maintes reprises, ont prouvé leur efficacité dans l'aide internationale.

M. LE DÉPUTÉ-MAIRE : Je vous remercie. Je crois que vous avez presque en totalité satisfaction dans les propos tenus par Claude MAGNIN qui rapportait au nom de la 5^{ème} Commission.

M. PINARD : Je crois qu'il faut bien montrer qu'il ne s'agit pas d'intervenir à tous propos et hors de propos car on pourrait nous accuser d'ingérence dans des affaires des pays étrangers.

Je voyais ce matin dans le journal agricole hebdomadaire du Doubs «la Terre de chez Nous» un gros titre «Opération Villages Morts» qui fait référence à une opération de CDJA, lequel est d'ailleurs au plan national partie prenante à l'Opération Villages Roumains. Je crois qu'il faut bien dire qu'il ne s'agit absolument pas d'une immiscion dans des affaires d'un pays souverain mais d'une opération SOS par rapport à une dégradation du patrimoine universel.

La discussion est close.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, adopte les propositions du Rapporteur.